



## Ministères - Services - Etablissements

Transition Ecologique,  
Développement Durable,  
Environnement,  
Biodiversité,  
Technologies Vertes,

Energie, Climat, Transports,  
Infrastructures,  
Risques Naturels,  
Risques Technologiques,  
Équipement, Logement,

Urbanisme,  
Aménagement du Territoire,  
Solidarité entre les  
Territoires,  
Renouvellement Urbain, Mer

## Comité Social d'Administration Ministériel (CSAM)

# Décrypt-inFO

# Au menu du CSA Ministériel budgétaire exceptionnel du 4 juin 2025



Les représentants FO des DIR présents pour accueillir les ministres avec un message : « Halte au Blabla, on veut des résultats ! »



Un quizz-FO «Questio  
ns du  
terrain,  
quels  
ministères  
demain ?»  
transmis aux cabinets en  
amont pour traiter des  
sujets concrets.

## La carte des entrées



Une alerte pour  
disparition inquiétante  
de ministres lancée  
par FO, prolongée une  
lettre ouverte des  
membres du CSAM,  
ayant débouché sur  
cette séance  
exceptionnelle.



*La mise à jour de  
l'observatoire FO des  
effectifs 2014/2025  
remise en séance aux  
ministres.*

## Le plat de résistance...

La loi de Finances promulguée le 15 février 2025 et déjà rabolée de 3 Mds d'euros en avril + sa déclinaison pour le pôle ministériel consultable ICI :

- une loi de Finances 2025 mode « Bayrou » encore pire que le projet initial « Barnier ».
- Une rechute des effectifs pour les services et EP après une courte période de répit.
- moyens fonctionnement : ils baissent et de toute façon pour 80 % des agents, cela se décide ailleurs (Intérieur en DDI et DR ou au sein des EP)

- mesures catégorielles = 0 euros pour 80 % des agents à ce stade, en partie grâce à ALAN ! Dans le détail, -75 % de montant de mesures catégorielles par rapport à 2024.
- Ah si une mesure catégorielle : les collègues malades appelés à rendre 7,5M€ de salaires...soit le double du montant des mesures catégorielles 2025 !!
- action sociale: maintien des enveloppes oui, mais des coûts qui augmentent donc ca ne suffit pas !

## **Les principaux enseignements à tirer des réponses des ministres: à retrouver ci-après et en webinaire FO le mercredi 11 juin à 12h30 (inscriptions [ICI](#)) !**

## Pour planter le décor...

<ul style="list-style-type: none"><li>• 2 ministres « de plein exercice » dont une n'a pas rester que 50 minutes.</li><li>• Aucun ministre délégué... Ni mer, ni transport, ni logement...<ul style="list-style-type: none"><li>• Des propos introductifs des ministres :<ul style="list-style-type: none"><li>◦ Le CSAM s'ouvre sur une minute de silence en hommage de Frédéric, agent de la DiRIF mort dans l'exercice de ses missions</li><li>◦ Sur le sujet accidents en DIR, le ministre Rebsamen annonce des mesures complémentaires à discuter avec le ministre Tabarot le 10 juin</li><li>◦ Les ministres déclarent qu'ils accordent une importance au dialogue social et qu'ils encouragent leurs directeurs à faire de même.</li><li>◦ Ils défendent tous les postes mais il ne faut pas rêver<ul style="list-style-type: none"><li>◦ D'ailleurs pour les postes supprimés en 2025, la consigne est claire : pas (trop) le territorial mais le central et pas (trop) les services métiers mais les services transverses</li><li>◦ Mais rassurons nous, on aura au moins plus de place Tour Sequoia car</li></ul></li></ul></li></ul></li></ul>	<p>l'opération de « resserrement » est bien financée ! (#ironie)</p> <ul style="list-style-type: none"><li>◦ Refondation de l'action publique (lancée par le premier ministre) : pas d'arbitrage interministériel mais un engagement de nous concerter dès les arbitrages rendus. FO insiste sur la nécessité de concerter avant tout choix définitif sinon la concertation ne sera pas très éclairée...</li><li>◦ L'objectif des ministres, via la revue des missions en particulier, est de viser une plus grande unité, en évitant les chevauchements et privilégier la décentralisation. Les ministres annoncent le retour des réorganisations.</li><li>◦ Les ministres assurent leur soutien inconditionnel, de principe à tous leurs agents. Ils insistent sur l'engagement d'accompagnement et attendent avec impatience la possibilité de déposer plainte pour ou avec l'agent.</li><li>◦ La ministre Pannier-Runacher annonce porter avec force le quasi-statut environnement et défendre l'unité de l'OFB, de l'ADEME et du CEREMA.</li></ul>
---	---

### En résumé :

- « *Il faut contribuer à la solidarité pour financer l'austérité* » : FO démontre en séance que le pôle ministériel a déjà payé sa part depuis 15 ans au travers de son

#### « Focus LFI 2025 »

- « *On ne connaît pas encore la hauteur de la vague, mais dès qu'on sait on vous tient au courant* » : FO ne saurait se contenter d'une simple information postérieure aux arbitrages politiques et budgétaires, et ne se laissera pas « embarquer » dans un



potentiel nouveau Titanic ministériel mettant en concurrence ses différents étages administration centrale/services déconcentrés/EP, missions transverses/métiers, et mettant le cap sur de nouveaux icebergs de suppressions/transferts de missions.

- « *Du sang et des larmes, c'est probable. Des Kleenex et du sparadrap ? C'est pas gagné* » : FO met le doigt sur un ensemble de sujets concrets qui permettraient au pôle ministériel de mettre un peu de bonne humeur dans un contexte délétère...l'administration n'a pas l'air motivée !

## Les éléments de relance des débats de FO

Nous aurions pu répondre aux propos des ministres par une contre-déclaration de politique générale, et leur expliquer dans le détail pourquoi FO rejette la politique austéritaire de leur gouvernement. Mais l'expérience nous a montré que cela permettait à nos ministres de jouer la montre et de quitter le CSAM sans avoir répondu à ce qui intéresse concrètement leurs agents. Retenez donc que nous rejetons et combattrons cette politique austéritaire, nos communications publiques en détaillant les motifs.

Concentrons-nous donc sur les effets potentiels du PLF 2025 sur notre pôle ministériel les réponses ou non-réponses apportées au [quizz-FO](#) « Questions du terrain, quels ministères demain » transmis aux ministres en amont du CSAM et décliné « en live » en séance. A retenir des réponses...

### Sur l'avenir du pôle ministériel et l'articulation avec l'État territorial

Le ministre Rebsamen concède qu'il ne faut pas opposer administration centrale et services déconcentrés. Pour lui, le budget du ministère de l'Intérieur est suffisant pour assurer le fonctionnement des DREAL et DDT : la réalité est toute autre depuis mi-2024 ! Côté SGCD, cela fonctionnerait mieux qu'au démarrage (Rires générés dans la salle!). Sauf qu'à 4,5 ans, le « minot SGCD » ne marche pas encore vraiment tout seul !

### Sur l'accidentalité en DIR

FO insiste sur le fait que supprimer le risque ne doit pas pousser les DIR vers la décentralisation...et remet en séance la résolution de la [conférence nationale](#) FO des DIR adoptée le même jour !



### Sur l'intelligence artificielle

La ministre Pannier-Runacher insiste sur l'avantage de l'intelligence artificielle et ne voit rien d'autre que du gain de temps et du combat à « armes égales ».

Le ministre Rebsamen renvoie à la FS-M de fin juin. Nous serons évidemment au RDV pour expliquer les tenants et aboutissements !

### Sur l'égalité professionnelle

Suite à l'annonce de nombreuses OS de non-signature, dont celle de FO que vous trouverez [ICI](#), le secrétaire général annonce avoir mandat des ministres pour continuer le travail et garantir être parmi les meilleurs en terme d'égalité professionnelle. FO n'y mettrai pas sa main à couper...

### Sur la question salariale

L'administration tente en séance de mettre la poussière sous le tapis pour éviter que les ministres ne prennent conscience de la réalité salariale des agents du pôle ministériel : FO met « les points sur les i » et fait prendre conscience de la nécessité de remettre de l'essence dans les déroulements de carrière (plan de requalification en particulier), et de raccrocher les wagons A-B-C à la locomotive-satellisée A++.

### Sur la semaine de 4,5 jours

A croire que d'en parler dans toutes les réunions n'est pas suffisant car l'administration (et donc les ministres à qui les notes ont été passées) confond encore avec la semaine de 4 jours...

## **Sur la concertation locale promos/mobilité**

Après un discours général pro concertation, un encouragement des directeurs à le faire puis une réponse de la ministre Pannier-Runacher pour le mettre en œuvre, l'administration semble ne pas avoir entendu... Mais nous OUI !

## **Sur le sujet Protection Sociale Complémentaire**

Le ministre est amené à acter qu'en effet cela coûte plus cher... Mais pas d'élément de réponse sur le surcoût pour certaines situations alors même que l'engagement semblait être pris au niveau cabinet. FO lui fait prendre conscience que les agents malades financent la moitié du budget permettant au ministère de financer la moitié du panier de soin de base géré par ALAN. Bonjour l'arnaque !!

## **Sur le sujet Action sociale**

Le ministre répond qu'au regard du contexte, le maintien du budget est déjà bien et qu'il faudra faire des choix.

## **Sur le quasi-statut environnement**

FO ne partage pas la vision d'une réunion qui s'est bien passée et un texte prêt à passer au guichet unique. Pour en savoir plus, RDV au webinaire dédié (inscriptions [ICI](#)).

## **FOCUS sur la comparaison des budgets 2024/2025 et les enseignements à tirer depuis 2014**



## FOcus : effets de la LFI 2025 sur le pôle MAT/MTE

## 1- Sur les effectifs :

<sup>1</sup>« constat, la LEI « Bayrou » fait pire que le projet initial « Barnier » :

- Le schéma d'emploi initial du PLF prévoit une légère réduction globale de -41 emplois équivalent temps plein (ETP). La loi finit à fortement accentué cette réduction, avec un schéma d'emploi de -561 ETP.
- Le programme 217 « Conduite et pilotage des politiques de l'environnement, du développement et de la mobilité durables », initialement stable dans le PLF, subit dans la LFT une forte diminution de -322 ETP.
- Concernant les opérateurs, la LFT accentue significativement les baisses : alors que le PLF « Bureaux » affichait -64 ETP, la LFT « Bureaux » amplifie cette réduction à -364 ETP, soit +500 %.
- Une amplification de la punition initiale tout à fait cohérente avec « l'effection » manifestée par le Premier ministre pour les politiques du pôle ministériel en général, pour ses opérateurs en particulier (Annonces de l'avenir, CERFA, Paix, CEREMA, IGN et NHHN par exemple, sans mentionnée).

particulier (Agences de l'eau, OFB, Parcs, CEREMA, IGN et VNF).

Si l'on prend un peu de hauteur pour replacer les effets de cette LFI 2025 sur les effectifs, dézoomons

tre Focus sur la période 2014-2025 sur la base de l'observatoire FO consultable

- Tendances sur les emplois ministériels hors opérateurs (2014-2025) :
  - Une réduction globale très nette, passant de 39 968 emplois en 2014 à 34 559 emplois en 2025 (-13,5 %).
  - Actions les plus touchées historiquement :
    - Pilotage, support, audit (action 7)** : Réduction drastique (-25 % en 10 ans), avec externalisations et transferts vers le ministère de l'Intérieur.
    - Transports (action 8)** : Réduction de 16 %, impactant les capacités opérationnelles notamment des DTR.

→ **Pour en savoir plus** : FO organise un webinaire de décryptage de ce CSAM exceptionnel le mercredi 11 juin à 12h30! (inscriptions **ICI**)

—